

Communiqué de presse

Jeudi, 3 avril 2008

Préserver les accords bilatéraux, renforcer la compétitivité fiscale

Priorités de l'association faitière de l'économie suisse

economiesuisse s'engagera avec détermination pour la reconduction et l'extension de l'accord sur la libre circulation des personnes. C'est ce qu'a indiqué la Fédération des entreprises suisses lors de sa conférence de printemps à Genève. L'organisation faitière compte par ailleurs continuer de promouvoir l'attractivité fiscale de notre pays, réclame plus de transparence en matière d'infrastructures ainsi qu'une réduction des obstacles aux projets de construction.

Renforcer l'attractivité de la Suisse en matière fiscale

Le président d'economiesuisse, Gerold Bühler, a rappelé que la fiscalité est un facteur essentiel de compétitivité et qu'elle doit en permanence être adaptée à l'évolution internationale. La baisse des taux d'imposition sur les bénéfices consentie par les pays de l'OCDE ces 10 dernières années a fait perdre du terrain à la Suisse. Dans la seule UE, le taux moyen a baissé depuis l'an 2000, passant de tout juste 34% à 27% aujourd'hui. « Compte tenu de la concurrence fiscale acharnée et du temps nécessaire à la mise en œuvre d'une réforme en Suisse, les réflexions doivent commencer aujourd'hui déjà », a expliqué Gerold Bühler, soulignant que cette réforme devait être traitée séparément du différend fiscal avec l'UE. « La souveraineté fiscale des cantons et de la Confédération n'est pas négociable. Pas plus que le secret bancaire ».

Libre circulation des personnes : l'économie ne transigera pas

L'accord sur la libre circulation des personnes est la clef de voûte de nos relations avec l'Union européenne, a déclaré Patrick Odier, vice-président d'economiesuisse. Or, la menace des référendums représente un danger pour la voie bilatérale, alors que l'accord favorise le recrutement du personnel dont les entreprises ont besoin et contribue à la croissance économique. La reconduction de la libre circulation et son extension à la Roumanie et à la Bulgarie tombent sous le sens. Les milieux économiques s'engageront avec force dans une campagne référendaire.

Plus de transparence et de concurrence en matière d'infrastructures

Le réseau de transports ferroviaire présente des problèmes de capacités. Si les attentes des différentes régions du pays sont grandes, les moyens eux sont limités. Pour Pascal Gentinetta, président de la direction d'economiesuisse, les considérations de politique régionale ne sont pas déterminantes. Il est important en revanche de respecter le cadre financier du fonds FTP destiné aux

infrastructures ferroviaires. economiesuisse réclame en outre davantage de transparence et des outils d'analyse économiques pour que soient favorisés les projets les plus utiles et les investissements les plus efficaces. Une concurrence accrue est aussi souhaitable en matière de trafic de marchandises.

Lever les obstacles aux grands projets de construction

Cristina Gaggini, nouvelle responsable romande d'economiesuisse, a dénoncé les obstacles trop nombreux qui entravent encore la réalisation de grands projets de construction en Suisse : complexité du droit, manque d'harmonisation des règles de construction, pratiques restrictives, longueur des procédures et utilisation trop souvent abusive du droit de recours des organisations de protection de l'environnement. L'harmonisation et la simplification du droit en matière de construction s'imposent.

Nouvelle stratégie d'economiesuisse : poursuite de la mise en œuvre

Le Comité d'economiesuisse a débattu et adopté dans sa séance du 31 mars la nouvelle planification pluriannuelle des activités de l'association. Il s'agit d'une étape supplémentaire de mise en œuvre de la nouvelle stratégie définie l'an passé, qui implique pour l'association la concentration sur ses thèmes prioritaires et des activités de campagne permanente. Le comité a également approuvé à l'unanimité le nouveau règlement des cotisations et le financement du fonds des campagnes. Enfin, economiesuisse se réjouit de voir le nombre de ses membres continuer d'augmenter.

Pour toutes questions :
Urs Rellstab, tél.: 079 669 56 10
urs.rellstab@economiesuisse.ch